

**Cession de droits sociaux *non constatée par un acte,*
à déclarer obligatoirement**

(articles 653, 662-3° et 726 du code général des impôts)

Formulaire obligatoire en vertu de l'article 639 du code général des impôts

Date de la cession : 16/12/2025

CÉDANT(S)		☐ Mme ☒ M.		☐ Mme ☐ M.	
Nom de naissance et prénom(s)		HERICHER Yves Nicolas Marie			
Date de naissance		02/01/1963			
Département et commune, ou Pays de naissance		Caudéran (33)			
Nom du conjoint					
Adresse courriel					
Régime matrimonial					
SOCIÉTÉ :		N° SIREN		Code activité	
Forme et dénomination					
Adresse postale complète ou siège		24 avenue de la république 38170 SEYSSINET PARISSET			
Service des impôts dont dépend le cédant pour la déclaration de ses revenus ou bénéfices ⁽¹⁾		38 Avenue Rhin et Danube 38100 Grenoble CEDEX 2			
CESSIONNAIRE(S)		☐ Mme ☒ M.		☐ Mme ☐ M.	
Nom de naissance et prénom(s)		BOISADAM François Jean-Marie			
Date de naissance		23/10/1964			
Département et commune, ou Pays de naissance		Paris			
Nom du conjoint					
Adresse courriel et numéro de téléphone					
Régime matrimonial					
SOCIÉTÉ :		N° SIREN		Code activité	
Forme et dénomination					
Adresse postale complète ou siège		68 Rue du Pré Neuf 38660 La Terrasse			
DROITS SOCIAUX CÉDÉS					
Forme et désignation de la société : A3 - SEREBA SUD					
Siège de la société : 68 Rue du Pré Neuf 38660 La Terrasse					
N° SIREN du principal établissement :		5 0 4 0 9 9 4 3 3		Société à prépondérance immobilière : ☒ Oui ☐ Non	
Nature des biens représentés par les droits sociaux cédés : Parts sociales					
Nombre total de droits sociaux de la société :		1.200		Date de la réalisation définitive de l'apport de ces biens à la société : 15/05/2008	
Nombre et numéros des droits sociaux cédés : 1 part valorisée 56€ et numérotée 601.					
Motif d'exonération ou de non taxation de la plus-value ⁽²⁾ :					
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ					
Précédent propriétaire ⁽¹⁾ :		Nom : HERICHER YVES NICOLAS MARIE			
		Adresse : 24 Av de la république 38170 SEYSSINET PARISSET			
Mutation :		Date (si le bien a été acquis à titre gratuit, date du décès) :			
		Nature : Parts sociales			
Prix d'acquisition ⁽¹⁾ :		56€			
BASE TAXABLE (cf. notice au verso, cadre 2)				MODE DE PAIEMENT	
56 € - 19 € = - 9,16 €				☐ Carte bancaire	
Prix + Charges ou valeur réelle		Abattement		☐ Virement	
Base nette taxable				☐ Chèque de Banque à l'ordre du Trésor public	
Certifié exact, à LA.TERRASSE, le 16/12/2025				☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1 000 €)	
Signature(s) du cédant et/ou du(des) cessionnaire(s) :				☐ Numéraire (pour un montant maximum de 300 €)	

NOTICE EXPLICATIVE DE LA DÉCLARATION N° 2759-SD

Cette déclaration doit être souscrite pour déclarer les cessions, à défaut d'acte les constatant :

- d'actions, de parts de fondateurs, de parts bénéficiaires des sociétés dont les droits sociaux ne sont pas négociés sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code,
- de parts ou titres du capital, souscrits par les clients, des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs,
- de parts sociales des sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions,
- de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière.

1 - DÉPÔT

En deux exemplaires, dans le mois de la cession :

- au service chargé de l'enregistrement dont dépend le domicile de l'une des parties contractantes ;
- à la recette des non-résidents (10, rue du Centre - TSA 50014 - 93465 Noisy-le-Grand cedex), si les deux parties résident à l'étranger ;
- à titre exceptionnel, au service chargé de l'enregistrement dont dépend le siège social de la société dont les titres sont cédés, pour les cessions d'actions réalisées au profit des administrateurs et des membres du conseil de surveillance de sociétés ou groupes de sociétés.

Cas particulier : les cessions d'actions ou de parts qui confèrent à leur détenteur le droit de jouissance d'un anneau d'amarrage doivent être déclarées au service des impôts de la situation des biens.

2 - BASE TAXABLE

Pour les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière, autres que les cessions de titres de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) offerts au public, le droit d'enregistrement est calculé, à concurrence de la fraction des titres cédés, sur la valeur réelle des biens et droits immobiliers détenus par la personne morale directement ou indirectement au travers d'autres personnes morales à prépondérance immobilière après déduction du seul passif afférent à l'acquisition de cette fraction des titres cédés ainsi que sur la valeur réelle des autres éléments d'actifs bruts.

Pour les cessions d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires des sociétés dont les droits sociaux ne sont pas négociés sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code, ainsi que pour les parts ou titres du capital, souscrits par les clients des établissements de crédit mutualiste ou coopératifs, le droit d'enregistrement est calculé sur le prix exprimé et le capital d'es charges qui peuvent s'y ajouter ou sur une estimation des parties si la valeur réelle est supérieure au prix augmenté des charges.

Pour les cessions de parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, autres que les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière soumises au taux de 5 %, le prix de cession (ou la valeur réelle si elle est supérieure) est diminué d'un abattement égal à :

$$\frac{23\,000 \text{ euros} \times \text{nombre de parts cédées}}{\text{Nombre total de parts sociales de la société}}$$

Exemple : Monsieur Y vend 300 parts d'une société comprenant au total 1 000 parts, pour un prix de 50 000 euros.

L'abattement est égal à : $(23\,000 \times 300) / 1\,000 = 6\,900$ euros.

La base nette taxable s'élève donc à $50\,000 - 6\,900 = 43\,100$ euros. L'arrondissement des bases et cotisations est effectué à l'euro le plus proche. Les bases inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour 1 euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

3 - TARIFS

Pour les cessions d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires des sociétés dont les droits sociaux ne sont pas négociés sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code, ainsi que pour les parts ou titres du capital, souscrits par les clients des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs le taux est fixé à 0,1 %.

Pour les cessions de parts sociales (autres que celles à prépondérance immobilière soumises au taux de 5 %) dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, le taux est fixé à 3 %. Dans ce cas, il est appliqué un abattement (cf. cadre 2 ci-dessus).

Pour les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière le taux est fixé à 5 % (notion de prépondérance immobilière : cf. article 726-I-2° du code général des impôts).

4 - LIQUIDATION DES DROITS

Elle est effectuée par l'administration. Les droits portant sur cette déclaration ne peuvent être inférieurs au minimum de perception prévu à l'article 674 du code général des impôts (25 euros).

5 - PLUS-VALUE (ne concerne que les sociétés à prépondérance immobilière)

Les cessions à titre onéreux des droits sociaux de sociétés, dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers, sont soumises au régime d'imposition des plus-values immobilières (article 150 UB du code général des impôts). Le cédant doit déposer, en double exemplaire, une déclaration de plus-value n° 2048-M-SD au service des impôts du domicile du vendeur (article 150 VG.I.4° du code général des impôts). Si la déclaration n° 2759-SD est déposée au service des impôts du domicile de l'acquéreur, alors la déclaration n° 2048-M-SD est déposée, seule, au service des impôts du domicile du vendeur. Toutefois, aucune déclaration n° 2048-M-SD ne doit être déposée lorsque la plus-value est exonérée ou lorsque la cession ne donne pas lieu à une imposition. Il convient dans cette situation de préciser au recto, dans le cadre « Droits sociaux cédés », la nature et le fondement de l'exonération ou de l'absence de taxation.

Attention : pour l'appréciation de la prépondérance immobilière, ne sont pas concernés les immeubles affectés par la société (dont les droits font l'objet de la cession) à sa propre exploitation industrielle, commerciale, agricole ou artisanale.

**Enregistré à SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT GRENOBLE 3**

Date : 23/12/2025 Valeur taxée : 56 €

Référence enregistrement : 2025/C / 1431

Taux de l'impôt : 0,1 %

Droits : 25€

Pénalités : 0 €

N° de dossier : 78554

**Vous bénéficiez
du droit à l'erreur**

La loi du 10

l'administration. Les contribuables de bonne foi peuvent corriger leurs erreurs sans pénalité.

Pour en savoir plus : « [impots.gouv.fr / rubrique Loi ESSOC / droit à l'erreur](https://impots.gouv.fr/rubrique/Loi%20ESSOC%20droit%20a%20l%27erreur) ».

du droit à l'erreur pour les usagers de

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.